

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Commune de Villeparisis, représentée par Monsieur Frédéric BOUCHE, son maire, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommé(s) « **le Bailleur** »,

Et

Le Conseil Départemental de Seine et Marne, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, agissant en qualité de Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé(s) « **le Preneur principal** »,

Et

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, représentée par Monsieur Pascal DOLL, agissant en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommé(s) « **l'Utilisateur complémentaire et Payeur** »,

PRÉAMBULE

Les parties ont conclu le 12 juin 2025 une convention tripartite d'occupation portant sur un local situé au rez-de-chaussée du Bâtiment A, sis 2 Place François Mauriac à Villeparisis (77270) d'une superficie de 99 m², destiné à la création et à l'expérimentation d'un programme de promotion de la santé mentale et du bien-être du jeune enfant (0-3 ans) sur le territoire de Villeparisis, en partenariat avec le Conseil Départemental de Seine et Marne et la Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France.

La Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France, signataire de cette convention en qualité de « **Payeur** », souhaite désormais utiliser ce local, à raison d'un créneau hebdomadaire, pour l'organisation des activités du Lieu d'Accueil Enfants-Parents (LAEP) itinérant dénommé « l'Archipel ».

« **le Bailleur** », « **le Preneur principal** » et « **l'Utilisateur complémentaire et Payeur** » sont convenus de modifier les modalités d'occupation du local dans les conditions définies par le présent avenant.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention tripartite du 12 juin 2025 afin d'autoriser « **l'Utilisateur complémentaire et Payeur** » à occuper le local désigné au préambule, dans les conditions définies à l'article 2.

Article 2 – Modalités d'occupation

A compter du 1^{er} septembre 2026, sous réserve de la signature du présent avenant par l'ensemble des parties, et jusqu'au terme de la convention initiale fixé au 30 novembre 2026, « **l'Utilisateur**

complémentaire et Payeur » est autorisé à occuper le local désigné au préambule tous les vendredis de 9 heures 30 à 11 heures 30 pour l'organisation des activités du LAEP itinérant.

Cette occupation est consentie avec l'accord du « Bailleur » et du « Preneur principal ».

Pendant les périodes où il occupe les locaux, « l'Utilisateur complémentaire et Payeur » s'engage à respecter l'ensemble des stipulations de la convention tripartite d'occupation du 12 juin 2025 applicables à l'utilisation des locaux.

En dehors de ces périodes d'occupation, les modalités d'occupation du local par le « Preneur principal » demeurent inchangées.

La présente autorisation d'occupation est consentie à titre complémentaire. Elle n'emporte ni transfert de la qualité de « Preneur principal » au profit de « l'Utilisateur complémentaire et Payeur », ni modification des droits et obligations des parties résultant de la convention tripartite d'occupation du 12 juin 2025.

Article 3 – Assurance et responsabilité

Pendant les périodes où il occupe les locaux, « l'Utilisateur complémentaire et Payeur » est seul responsable des activités qu'il y organise.

A ce titre, il s'engage à souscrire et à maintenir en vigueur une assurance garantissant sa responsabilité civile ainsi que les dommages pouvant résulter de cette occupation, dans des conditions au moins équivalentes à celles prévues par la convention tripartite d'occupation du 12 juin 2025 pour le « Preneur principal ».

Article 4 – Maintien des autres stipulations

Toutes les autres clauses, conditions et dispositions de la convention tripartite d'occupation du 12 juin 2025 demeurent inchangées et continuent de produire leur plein et entier effet.

Article 5 – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} septembre 2026, sous réserve qu'il ait été préalablement signé par l'ensemble des parties. A défaut, il prend effet à la date de sa dernière signature.



Pour « le bailleur »,

Pour « l'Utilisateur complémentaire et Payeur »,



Pour « le Preneur principal », 24 AOÛT 2026

Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne
Par délégation

La Directrice de la direction de l'achat,
du patrimoine et des affaires juridiques
Leslie LAVIOLETTE